



Ras-le-bol des bas salaires !

Depuis plusieurs mois, des salariés de nombreuses entreprises partout en France font grève pour obtenir de réelles augmentations de salaires. Ces grèves ont souvent comme point de départ les Négociations Annuelles Obligatoires parce que les salariés estiment avec raison que c'est en étant en grève qu'ils forceront les patrons à lâcher autre chose que les habituelles clopinettes présentées comme des « augmentations ».

Ces grèves touchent des entreprises de toute sorte, de toute taille. Ce qui est nouveau depuis quinze jours c'est que les patrons cèdent de plus en plus souvent aux revendications, au moins partiellement.

A Sanofi Sisteron il a fallu quatre semaines de grève pour que l'entreprise lâche 80 euros d'augmentation mensuelle. Les salariés publiaient chaque jour les dividendes empochés par les dirigeants du groupe... Il y avait de quoi se motiver : 5,5 milliards d'euros donnés aux actionnaires, ramenés aux 110 000 travailleurs du groupe, c'est 50 000 euros piqués sur le travail de chaque salarié !

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !

Les patrons peuvent payer. Si on en doutait encore, il n'y a qu'à regarder les annonces des résultats cumulés des entreprises du CAC 40 pour 2014 : 64,4 milliards d'euros, avec une hausse de 37% ! Le trio de tête des heureux gagnants est formé par LVMH, Axa et L'Oréal... les rois du luxe, de l'assurance et de la cosmétique aux quatre coins de la planète. Ces résultats vont permettre aux entreprises du CAC 40 de distribuer à nouveau 40 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires. Ces derniers n'ont pas besoin de réclamer d'augmentations : ils se servent !

Fonction publique : l'État vide les caisses au profit des patrons

Depuis 2010 et jusqu'à 2017 (au moins !) le point d'indice, qui détermine l'évolution des rémunérations des fonctionnaires, est gelé. Les organisations syndicales, unanimes, estiment la baisse du pouvoir d'achat à près de 10 % depuis 2000. Une augmentation de 1 % de la valeur du point coûterait 1,8 milliard d'euros pour les trois fonctions publiques, alors que le gouvernement veut économiser 50 milliards d'ici à 2017 afin de coller aux objectifs du « pacte de responsabilité » qui offre aux grands patrons sur un plateau d'argent des milliards d'euros de cadeaux fiscaux.

Patrons et gouvernement, même combat !

Les nombreux conflits sur les salaires restent malgré tout isolés, par entreprises. Salarié-e-s du privé, salarié-e-s du public, en s'y mettant tous ensemble on aurait davantage de poids pour faire céder tous ceux qui nous volent. L'utilisation de l'article 49.3 par le gouvernement pour faire passer en force sa loi Macron, qui démantèle le droit du travail, est une provocation de plus pour encore mieux servir le patronat.

Le 9 avril prochain, les syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires appellent à une journée de grève interprofessionnelle, contre l'austérité et pour le retrait de la loi Macron. Le 9 avril, occupons massivement la rue.

Hôpitaux toujours à la diète

Le gouvernement prévoit 3 milliards d'euros d'économies pour les hôpitaux ces trois prochaines années. Fermetures de services, réduction des durées d'hospitalisation, suppression de 22 000 emplois, etc. Tout l'arsenal est prévu pour continuer à couper dans les dépenses de santé au détriment des patients.

Dans plusieurs hôpitaux, les travailleurs se sont mobilisés, car la situation est déjà catastrophique entre les urgences débordées, les malades qui s'entassent dans les couloirs, les mois d'attente pour certaines opérations et le personnel qui ne parvient pas à prendre ses repos faute de remplaçants.

Alors qu'il faudrait embaucher, le gouvernement se prépare à faire l'inverse.

Legrand plumé par Wendel !

Dans une émission télévisée « Du fer à la finance, l'empire Wendel » du mardi 3 mars sur France 2, un passage concerne la société Wendel Investissement spécialisée dans la reprise d'entreprise. Le groupe Legrand sert d'illustration.

Racheté en 2002 par Wendel et KKR (Kohlberg Kravis Roberts & CO) pour 4,4 milliards d'euros. Wendel et KKR mettent sur la table 1,4 milliard et empruntent le reste aux banques. Ils restructurent, suppriment du personnel et investissent très peu. Ils vendent des actifs, et, avec les bénéfices réalisés par l'entreprise, remboursent les banques. Coup de pouce également de l'État qui permet de déduire des impôts, les intérêts des emprunts ! En 2006, quatre ans plus tard, ils revendent leurs actions Legrand et triplent leur mise de base et partent ailleurs pour de semblables opérations jusqu' à ce que la crise financière de 2008 les rattrape !

Ces 4 années-là, les travailleurs de Legrand les ont passées à trimer pour que la mafia patronale Wendel, qui a toutes ses entrées dans les coulisses du pouvoir, se serve sur la bête !

Grève au centre de tri postal de Limoges

Les réorganisations continuent ! Au centre de tri, la direction veut supprimer les postes de nuit. Le prétexte : la baisse du volume de courrier que la direction organise elle-même. En effet, une partie du courrier est détourné vers d'autres centres

comme Poitiers. Facile de dire ensuite qu'il y a moins de courrier !

35 postes de nuit sont menacés de suppression et peut-être à terme, les 250 salariés du site. Ce qui signifie pour les salariés, une modification des horaires de travail non choisie et surtout une perte sèche de rémunération. Pas question d'y toucher, c'est ce que les travailleurs ont exprimé par 48h de grève à l'appel de la CGT et de SUD. Pour l'instant, la direction joue la montre dans les négociations.

Les postiers en grève, ont eu une visite sympa des travailleurs de Valéo, en grève pour des augmentations de salaire. Comme quoi, dans le public comme dans le privé, c'est la galère partout !



Modèle allemand : la vérité des prix

« Jamais la pauvreté n'a été aussi importante en Allemagne ». C'est le président d'une fédération de plus de 10 000 associations du domaine social et de la santé qui le dit.

Selon un rapport publié, le taux de pauvreté a atteint 15,5 % de la population en 2013, soit 12,5 millions de personnes. 43 % des familles monoparentales et 60 % des chômeurs sont classés comme pauvres avec un revenu inférieur au « seuil de pauvreté allemand », 890 euros par mois. La montée de la pauvreté est aussi la plus rapide parmi les retraités depuis 2006. Alors le modèle allemand, un modèle à suivre ?